

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1253 le 23 octobre 2022

Dans ce numéro

Sanctions américaines à l'encontre de quatorze personnes accusées de liens avec le groupe islamiste somalien Al-Shabaab...

(Page 2)

La Chine représenterait une menace complexe croissante, selon le service de contre-espionnage tchèque...

(Page 3)

Les services de renseignement russes auraient déjoué une tentative d'attentat contre une centrale nucléaire...

(Page 4)

Selon l'amiral Michael Gilday, l'Armée populaire de libération pourrait être capable d'envahir Taiwan d'ici la fin de l'année ou en 2023...

(Page 6)

Le Pakistan aurait fourni à l'Ukraine des obus de 122 mm...

(Page 7)

Des hackers nord-coréens auraient dérobé plus d'un milliard de dollars en cryptomonnaies...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

La Chine chercherait à recruter un grand nombre d'anciens pilotes militaires étrangers...

Les médias ont révélé, d'après une source de la Défense du Royaume-Uni, un plan de Pékin visant à recruter un grand nombre d'anciens pilotes militaires britanniques pour la formation de pilotes de l'armée chinoise. Tentés par des salaires pouvant s'élever jusqu'à 270 000 dollars américains par an, une trentaine de pilotes à la retraite se seraient engagés au sein du programme. Parmi eux, certains auraient piloté des hélicoptères, des avions de chasse, tels que des *Typhoons*, *Jaguars*, *Harriers* ou encore *Tornados*. Par ailleurs, selon les médias, la Chine aurait commencé à recruter d'anciens pilotes occidentaux à travers la Test Flying Academy en Afrique du Sud en 2019. Ce plan chinois inquiète la Défense britannique mais aussi ses alliés, du fait qu'il permet aux forces militaires chinoises de s'informer des tactiques de combat des pays européens. À Taipei, le ministre taïwanais de la Défense Chiu Kuo-cheng a été invité aujourd'hui à s'exprimer devant les médias à propos de cette information et a tenté de rassurer le public en affirmant que tous les pilotes retraités du pays étaient soumis à un système de contrôle.

(Radio Taiwan international, le 19-10-2022)

La menace chinoise serait sous-estimée par les acteurs politiques, selon les services de renseignement allemands...

Les principaux responsables du service allemand de renseignement extérieur ont regretté hier devant le Parlement à Berlin que les acteurs politiques sous-estiment les informations qui leur sont livrées. Pour eux l'agression russe de l'Ukraine et la crise énergétique qui en résulte ne sont pas une surprise. Le service de renseignement extérieur met surtout en garde contre la menace que poserait la Chine à l'Allemagne et appelé les dirigeants à ne pas être naïfs face aux actes d'espionnage commandités par Pékin.

(Deutsche Welle, le 18-10-2022)

Trois enfants tués par l'explosion d'un engin artisanal, dans le centre du Mali...

Au Mali, trois enfants ont été tués par un engin explosif mardi dans le centre du pays. Ces armes ont fait plus de vingt morts en une semaine et des dizaines depuis le début de l'année. Les médias locaux ont rapporté les décès de trois enfants dont la charrette a sauté sur un engin explosif. La mort des enfants a été confirmée par le centre de santé de Bandiagara dans la région de Mopti. C'est le troisième incident meurtrier mettant en cause ce type d'arme en moins d'une semaine. Onze civils ont été tués et des dizaines d'autres blessés jeudi dernier dans la même région quand leur car a heurté un engin explosif improvisé. Lundi c'est un véhicule de la MINUSMA qui a sauté lors d'une patrouille de déminage dans le nord du pays tuant quatre Casques bleus tchadiens et en blessant deux autres.

(La voix de l'Amérique, le 19-10-2022)

Sanctions américaines à l'encontre de quatorze personnes accusées de liens avec le groupe islamiste somalien Al-Shabaab...

L'administration Biden a pris des sanctions contre quatorze personnes accusées par Washington de liens avec les insurgés islamistes d'Al-Shabaab opérant en Somalie. Six des personnes ciblées, notamment Abdullahi Jeeri, Khalif Adale et Hassan Afgooye appartiennent à un réseau de financement et de trafic d'armes opérant en Afrique de l'Est au profit d'Al-Shabaab, a fait savoir Brian Nelson sous-secrétaire américain au Trésor chargé de la lutte contre le terrorisme et du renseignement financier, dans une déclaration. Les sanctions qui incluent un gel des avoirs sous contrôle américain visent un autre réseau de trafic d'armes établi, cette fois-ci, au Yémen et opérant toujours pour le compte d'Al-Shabaab. Par ailleurs cinq responsables d'Al-Shabaab, parmi lesquels Mohamed Mire et Yasir Jiiss, tombent eux aussi sous le coup des sanctions américaines visant les terroristes et leurs soutiens. « Nous continuerons d'agir contre les trafics d'armes et les activités de levée de fonds d'Al-Shabaab et autres affiliés » a déclaré le sous-secrétaire américain au Trésor chargé de la lutte contre le terrorisme et le renseignement financier.

(La voix de l'Amérique, le 18-10-2022)

Au Niger, deux femmes tuées par l'explosion d'un engin artisanal dans la région de Diffa...

Deux personnes ont été tuées, hier, au Niger, après que leurs animaux ont sauté sur un engin explosif enfoui sous une route dans la région de Diffa proche du Nigeria, ont indiqué des sources locales. Deux femmes ont été tuées et un enfant gravement blessé lorsqu'un engin artisanal a explosé au passage de leur âne près de Bosso, a déclaré un résident de Bosso. Un responsable de cette municipalité a confirmé l'accident en faisant état de deux morts sans donner de détails. Bosso est une ville située sur les rives du lac Tchad souvent ciblées par les attaques de Boko Haram et de sa branche dissidente l'État islamique en Afrique de l'Ouest, ISWAP. La région de Diffa à cheval entre le Niger, le Nigeria et le Tchad est la cible régulière depuis 2015 de raids de ces deux groupes.

(La voix de l'Amérique, le 17-10-2022)

Un hôpital attaqué par des inconnus armés dans le nord-ouest du Nigeria...

Au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique où prévaut une insécurité généralisée, des bandits armés ont attaqué mardi l'hôpital général Abdussalam-Abubakar de Gulu dans l'État du Niger dans le nord-ouest. Cette attaque a eu lieu au lendemain de celle perpétrée contre un centre de santé dans l'État de Zamfara dans la même région et qui a été dénoncé par Médecins sans frontières. Selon un habitant de la ville joint par l'AFP, les assaillants ont pris d'assaut l'hôpital vers 01h30 du matin et ouvert le feu à l'aveugle tuant deux personnes. Ils ont également pris en otages environ vingt personnes dont plusieurs membres du corps médical, sans doute pour qu'ils soignent leurs camarades blessés dans leur camp, a ajouté la même source.

(La voix de l'Amérique, le 19-10-2022)

Deux Casques bleus tués par l'explosion d'un engin explosif improvisé, dans le nord du Mali...

Deux Casques bleus de la mission de l'ONU au Mali (MINUSMA) ont été tués et quatre autres grièvement blessés lundi par l'explosion d'un engin explosif improvisé dans le nord du pays, a indiqué la MINUSMA sur *Twitter*. « Les soldats ont trouvé la mort quand leur véhicule a sauté sur un engin explosif improvisé lors d'une patrouille de déminage à Tessalit, dans la région de Kidal » a précisé la MINUSMA. Les Casques bleus faisaient partie du contingent tchadien de la MINUSMA, a rapporté sous le couvert de l'anonymat un agent du camp de la mission à Kidal. Selon un recensement de la MINUSMA, les engins explosifs improvisés (EEI) ont causé la mort de 74 Casques bleus depuis le début de la mission en 2013, a comptabilisé la MINUSMA. La MINUSMA compte 12 000 soldats de différentes nationalités, déployés au Mali depuis le début des attaques des groupes armés en 2012. Le représentant spécial du Secrétaire général et chef de la MINUSMA, El-Ghassim Wane, avait rappelé que les attaques visant des soldats de la paix des Nations unies peuvent constituer des crimes de guerre au regard du droit international.

(La voix de la Turquie, le 18-10-2022)

Au Mali, plusieurs combattants pro-gouvernementaux tués dans l'attaque de leur position au sud de Gao...

Au moins sept combattants pro-gouvernementaux ont été tués hier près de Gao quand des hommes

armés ont attaqué leur position au sud de la ville, selon Oumar Maïga un responsable du groupe Ganda Izo. La police a confirmé l'attaque meurtrière disant que l'armée a dépêché des renforts.
(*La voix de l'Amérique, le 19-10-2022*)

Au Burkina Faso, importante campagne de recrutement de militaires pour renforcer la lutte contre les djihadistes...

Le Burkina Faso a lancé une campagne de recrutement exceptionnelle de 3 000 militaires pour renforcer les rangs de son armée dans la lutte contre les djihadistes, selon un communiqué du ministère de la Défense. D'après ce communiqué ce recrutement qui se déroule du 25 octobre au 5 décembre concerne uniquement les jeunes garçons nés entre le 1er janvier 1992 et le 31 décembre 1998. C'est la deuxième fois cette année que l'armée burkinabée organise un tel recrutement. En avril 3 000 militaires dont l'âge n'excédait pas 26 ans ont déjà été recrutés.
(*La voix de l'Amérique, le 20-10-2022*)

L'armée burkinabée annonce la mort de quinze terroristes présumés dans le sud-ouest du pays...

Au Burkina Faso, l'armée réplique après une nouvelle attaque terroriste. Ouagadougou annonce avoir tué en début de semaine quinze terroristes dans le sud-ouest du pays, cela en représailles d'une attaque qui avait tué quatre civils. L'opération, toujours selon l'état-major burkinabé, a permis la libération d'un otage.
(*Médi-1, le 22-10-2022*)

Une dizaine de séparatistes anglophones tués lors d'une opération militaire dans le nord-ouest du Cameroun...

Au Cameroun, une dizaine de séparatistes anglophones ont été tués le 8 octobre lors d'une opération de l'armée en zone anglophone, a annoncé hier le ministère de la Défense. Les forces de défense ont conduit une importante opération de ratissage dans la localité de Djotin près de Kumbo dans la région du nord-ouest, et une dizaine de séparatistes ont été neutralisés par l'armée, d'après le colonel Cyrille Serge Atonfack chargé de communication du ministère de la Défense. Il affirme que durant l'opération plusieurs otages ont été libérés et quinze armes de guerre saisies. Selon lui le but de cette offensive était de mettre hors d'état de nuire des disciples du général autoproclamé No Pity, signifiant sans pitié, qui semaient a terreur et la désolation dans cette localité et ses environs. No Pity est un redoutable chef séparatiste anglophone connu au Cameroun pour ses multiples attaques contre l'armée. Le communiqué précise que plusieurs soldats camerounais auteurs d'actes violents sur un combattant séparatiste durant cette opération ont été arrêtés et une enquête est ouverte.
(*La voix de l'Amérique, le 20-10-2022*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

La Chine représenterait une menace complexe croissante, selon le service de contre-espionnage tchèque...

Selon le Service de sécurité et de renseignement (BIS), qui est le service de contre-espionnage tchèque, les activités de la Chine représentent une menace complexe croissante. Selon le rapport annuel qui a été présenté ce lundi, tout un spectre de diverses opérations d'influence qui sont contraires aux intérêts de la République tchèque ont été relevées au cours de l'année dernière. Les agents des services de renseignement chinois opèrent le plus souvent sous une couverture diplomatique ou journalistique. Des diplomates de carrière ont également été impliqués dans ces activités, toujours selon le BIS, qui note également qu'après les élections législatives, la Chine a perdu certains contacts établis de longue date. Elle cherche donc de nouveaux partenaires parmi les politiciens. Par ailleurs, le rapport fait état d'un agent russe ayant des liens avec des journalistes et des hommes politiques tchèques. Selon le BIS, il les utilisait pour promouvoir un programme politique prorusse, coordonner les apparitions publiques de politiciens ou encore assurer une couverture médiatique à des questions conformes aux intérêts de la Russie.
(*Radio Prague international, le 17-10-2022*)

Soupçonné de liens avec les services de renseignement russes le chef de l'agence allemande de cybersécurité démis de ses fonctions...

En Allemagne, le chef de l'agence de cybersécurité, Arne Schönbohm, a été démis de ses fonctions

avec effet immédiat. Cette décision fait suite à des révélations des médias faisant état de ses liens avec l'association de conseil en cybersécurité. Une association elle-même soupçonnée de contacts avec les services de renseignement russes. Les autorités allemandes assurent que l'examen de ces allégations est en cours tout en précisant qu'en attendant de la conclusion de cet examen la présomption d'innocence s'applique à la personne d'Arne Schönbohm.
(*Deutsche Welle, le 18-10-2002*)

En Malaise, le Mossad soupçonné de l'enlèvement d'un ressortissant palestinien...

Les autorités malaisiennes ont libéré un activiste palestinien de Gaza qui avait été enlevé et interrogé par des agents du Mossad israélien à Kuala Lumpur, a rapporté lundi *Al Jazeera*. La chaîne d'information panarabe a cité des sources malaisiennes affirmant que l'activiste avait été enlevé par des ressortissants malaisiens recrutés et entraînés par le Mossad, l'agence de renseignement israélienne, en Europe. La chaîne a également indiqué que le Palestinien, accusé par Israël d'avoir des liens avec la branche armée du Hamas, les brigades Izzedin Al-Qassam, a été interrogé par des officiers du Mossad israélien par vidéo à Tel-Aviv. Enfin, *Al Jazeera* a rapporté que l'enlèvement a eu lieu en septembre dernier et que les autorités malaisiennes ont mis en place une vaste opération pour retrouver les ravisseurs, qui seraient désormais sous la garde de la police malaisienne. L'identité du Palestinien libéré n'a pas encore été révélée.
(*I24News, le 18-10-2022*)

Les services de renseignement russes auraient déjoué une tentative d'attentat contre une centrale nucléaire...

En plus de la protection des populations, l'instauration de la loi martiale doit surtout permettre de limiter les mouvements de population avec la Russie. Le camion qui a explosé sur le pont de Crimée venait de Russie et Vladimir Poutine l'a souligné dans son propos. Ces dernières semaines, les services ont déjoué plusieurs actes terroristes visant des rassemblements de foules, des infrastructures énergétiques et de transport ainsi qu'une centrale nucléaire. Moscou veut donc réduire les risques de nouveaux attentats. C'est la raison pour laquelle les entrées et sorties des régions russes limitrophes de l'Ukraine feront désormais l'objet d'un régime spécial.
(*Radio Vatican, le 20-10-2022*)

... MILITAIRE ...

Début de *Steadfast Noon*, des exercices nucléaires de l'OTAN...

L'OTAN entame une nouvelle fois les exercices nucléaires *Steadfast Noon*. Ces jeux de guerre d'une semaine se dérouleront près de la Russie, dans le sud de l'Europe. Des avions et du personnel de 14 membres de l'OTAN prendront part aux exercices. Il s'agit bien d'exercices annuels et de routine, mais hautement secrets, destinés à pratiquer des scénarios de guerre nucléaire. Selon la déclaration de l'OTAN, *Steadfast Noon* implique des vols d'entraînement avec des avions de combat à double capacité, ainsi que des avions conventionnels, soutenus par des avions de surveillance et de ravitaillement. Aucune arme réelle n'est utilisée. Cet exercice contribue à garantir que la dissuasion nucléaire de l'OTAN reste sûre, sécurisée et efficace. Il est facile de supposer ce que sera l'objectif des prochains exercices. Les militaires européens ont l'intention de s'entraîner à l'utilisation de bombes nucléaires américaines B-61 à rendement variable sur la zone frontalière de la Russie. On pense que ces bombes sont capables d'anéantir des régions telles que Moscou, la Crimée et Kaliningrad. En 2019, Joseph Day, membre du Comité de défense et de sécurité de l'OTAN, a accidentellement révélé que 150 ogives - dont des bombes B-61 - étaient stationnées dans des bases militaires de l'UE. La Maison-Blanche a officiellement confirmé que l'OTAN effectuerait ses exercices nucléaires stratégiques à une distance de seulement 600 miles (environ 965,5 kilomètres) des principales villes russes.
(*Press TV, le 17-10-2022*)

Séoul et Washington craignent une réaction de P'yongyang à leurs exercices militaires conjoints...

Les armées sud-coréenne et américaine sont en état d'alerte en raison de possibles réactions de la Corée du Nord à un exercice militaire sud-coréen auquel participent partiellement des troupes américaines. Lundi, l'armée sud-coréenne a entamé un exercice régulier de manœuvres sur le terrain, qui doit se terminer le 28 octobre. Selon les chefs d'état-major interarmées de la Corée du Sud,

l'exercice est conçu pour répondre à diverses menaces potentielles, y compris celles posées par les armes nucléaires et les missiles de P'yongyang. Les chefs d'état-major interarmées ont également déclaré que les troupes américaines stationnées en Corée du Sud participeront à certains des exercices afin d'améliorer les capacités opérationnelles mutuelles.
(*Radio Japon international, le 17-10-2022*)

L'entraînement militaire *Hoguk* a débuté aujourd'hui. D'ici le 28 octobre, les soldats des armées de terre et de l'air, ainsi que de la marine s'entraîneront pour répondre aux menaces balistiques et nucléaires de P'yongyang. Cette manœuvre annuelle est organisée au deuxième semestre. Cette année, elle est axée sur le maintien de la préparation militaire et l'amélioration des capacités d'opérations conjointes. Les entraînements effectués en plein air, de jour comme de nuit, permettront de perfectionner les compétences dans des situations de temps de guerre aussi bien que de paix, en simulant des menaces de la Corée du Nord. Par ailleurs, des soldats américains vont prendre part à certaines activités afin de promouvoir l'interopérabilité entre les armées des deux alliés.
(*KBS World Radio, le 17-10-2022*)

Les États-Unis et la Corée du Sud en passe de reprendre leurs exercices aériens de grande envergure *Vigilant Ace*...

Sur fond d'escalade des tensions dans la péninsule, Séoul et Washington reprendront bientôt leur exercice aérien conjoint de grande envergure, baptisé *Vigilant Ace*, au-dessus de la Corée du Sud. L'opération débutera le 31 octobre pour durer cinq jours. Pas moins de 240 avions, dont 140 sud-coréens, y seront mobilisés. Parmi eux, les F-35B américains. Ce chasseur multirôle, qui peut se poser sur un porte-avion, sera déployé pour la première fois en cinq ans. Car, les dernières manœuvres aériennes communes de cette ampleur remontent à décembre 2017. L'année suivante, soucieux de ménager le dialogue sur le nucléaire nord-coréen, les deux alliés ont organisé un exercice réduit et en 2019, ils ne l'ont même pas mené. Cette année, l'Australie prendra part elle aussi aux entraînements en y dépêchant son appareil de ravitaillement en vol.
(*KBS World Radio, le 18-10-2022*)

La Corée du Nord poursuit ses tirs d'artillerie dans les eaux de la péninsule coréenne...

L'armée sud-coréenne affirme que la Corée du Nord a tiré des obus d'artillerie vers les eaux de la péninsule coréenne pour une deuxième journée consécutive. Les chefs d'état-major interarmées de Corée du Sud ont déclaré que le Nord a tiré environ 100 obus d'artillerie vers la mer Jaune, à l'ouest de la péninsule, depuis la province du Hwanghae du Sud vers midi trente mercredi. Les deux pays ont convenu en 2018 de ne pas effectuer de tirs d'artillerie dans les zones tampons maritimes, qui servent de frontière maritime intercoréenne de facto. La Corée du Sud dit avoir confirmé que le Nord avait tiré des obus dans ces zones. L'armée sud-coréenne a vivement exhorté P'yongyang à mettre immédiatement fin aux bombardements, déclarant que les provocations continues de la Corée du Nord sont des actions qui sapent la paix et la stabilité de la péninsule coréenne et de la communauté internationale. Le Nord a mené des bombardements similaires depuis vendredi dernier. Les chefs d'état-major sud-coréens ont dénoncé les tirs comme des actes menaçant la paix et la stabilité de la communauté internationale. Ils ont exhorté le Nord à cesser immédiatement. Entre-temps, P'yongyang soutient que la série de tirs est une contre-mesure en réponse aux exercices en cours de la Corée du Sud. Un porte-parole de l'état-major de l'armée populaire de Corée du Nord a publié une déclaration immédiatement après les tirs de mercredi. Elle dit que ces derniers tirs sont une contre-mesure en réponse aux tirs de roquettes du Sud et que l'armée du Nord a aussi ordonné des tirs vers l'est de la péninsule.

(*Radio Japon international, le 19-10-2022*)

La Corée du Nord n'en finit plus avec les provocations. Elle a tiré à nouveau quelque 100 obus, en début d'après-midi, vers la mer Jaune, séparant la péninsule coréenne et le continent chinois. Selon l'état-major interarmées sud-coréen (JCS), les lancements ont été effectués depuis Yonan dans la province de Hwanghae du Sud à partir de 12h30, moins de 24 heures après les derniers. Les projectiles sont tombés dans les zones tampons maritimes définies par Séoul et P'yongyang lors de l'accord militaire du 19 septembre 2018, toujours sans atteindre les eaux territoriales sud-coréennes. L'armée du Sud a envoyé un message d'avertissement à plusieurs reprises à son voisin afin de demander l'arrêt immédiat des bravades. Elle a déclaré que ces tirs allaient incontestablement à

l'encounter de la convention intercoréenne. La dernière démonstration de force du régime de Kim Jong-un remonte à hier soir, 22 heures. Une centaine d'obus ont été lancés depuis le cap Jangsan dans la province de Hwanghae. Une heure plus tard, environ 150 tirs depuis Jangjon dans la province de Gangwon en direction de la mer de l'Est, située entre les deux Corées et le Japon, ont été observés. Alors que les provocations militaires de P'yongyang continuent pour le deuxième jour de suite, Séoul a renforcé sa position de défense en collaboration avec Washington pour répondre à une éventuelle situation d'urgence.

(KBS World Radio, le 19-10-2022)

Aucun signe notable détecté aux alentours du site d'essai nucléaire nord-coréen de Punggye-ri...

Alors que Séoul et Washington s'attendent à l'imminence d'un nouveau test nucléaire par P'yongyang, aucun signe notable n'a été observé aux alentours de la galerie souterraine n°3 sur le site d'essais atomiques de Punggye-ri situé dans la province de Hamgyong du Nord. Par ailleurs, le pays communiste semble avoir interrompu les travaux visant à aménager une nouvelle entrée de la galerie voisine, celle n°4. Un tel constat a été livré dans un rapport publié hier par *Beyond Parallel*, un site spécialisé dans le suivi de la Corée du Nord, rattaché au *Think Tank* américain, le Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS). Il s'appuie sur l'analyse des dernières images satellites de cette zone prises le 17 octobre. Selon ce rapport, l'absence de mouvement laisserait penser que le royaume ermite a terminé tous les préparatifs nécessaires pour procéder à son 7e essai nucléaire comme Washington et Séoul l'ont déjà prédit. Toutefois, il n'est pas exclu que la Corée du Nord passe à l'acte depuis un autre endroit. Pour rappel, c'est en mai 2018 que le régime de Kim Jong-un a fait exploser les galeries n°2, 3 et 4 pour prouver sa crédibilité dans le cadre de la dénucléarisation à l'approche du premier sommet historique P'yongyang - Washington. Mais la détente a pris fin depuis. En début d'année, les travaux pour rétablir la fameuse galerie souterraine n°3 à Punggye-ri ont été lancés. En juin dernier, certains mouvements sur cette zone ont laissé croire que les préparatifs pour le 7e essai étaient en cours. Depuis aucun signe particulier. En ce qui concerne la galerie n°4, les travaux étaient menés de façon irrégulière. Ce qui laisse supposer deux hypothèses : la Corée du Nord voudrait mener son test nucléaire sur une zone plus élargie, c'est-à-dire sur les galeries n°3 et 4 à la fois, ou bien pour détourner l'attention extérieure.

(KBS World Radio, le 21-10-2022)

Les médias invités à assister à des exercices de tirs à balles réelles menés par l'armée taïwanaise...

Taïwan a mené des exercices de tirs à munitions réelles sur une île du détroit de Taïwan dans un contexte de pression militaire croissante de la Chine. L'armée a invité les médias nationaux et étrangers à assister à l'exercice. Taïwan semble mettre en évidence sa détermination et sa capacité d'autodéfense. Une unité de l'armée basée sur les îles Penghu a organisé les exercices de mercredi impliquant un scénario visant à empêcher les forces chinoises de débarquer. Des mitrailleuses et d'autres armes ont été utilisées pour tirer sur des cibles aériennes. Les troupes ont également vérifié les procédures de tir d'artillerie impliquant des obusiers et des chars pour frapper les forces ennemies venant de la mer. L'armée indique qu'environ 10 000 cartouches ont été utilisées lors de l'exercice. Des exercices de tir à munitions réelles de ce type sont organisés chaque mois sur l'île de Penghu. La Chine a organisé des exercices militaires massifs près de Taïwan en août, en réponse à une visite de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, Nancy Pelosi, à Taipei. Il est également devenu la norme pour les avions militaires chinois de franchir la ligne médiane, une frontière non officielle dans le détroit de Taïwan, conçue pour prévenir les affrontements accidentels entre la Chine et Taïwan.

(Radio Japon international, le 19-10-2022)

Selon l'amiral Michael Gilday, l'Armée populaire de libération pourrait être capable d'envahir Taïwan d'ici la fin de l'année ou en 2023...

Un responsable de la Maison-Blanche, le coordinateur pour les communications stratégiques au National Security Council John Kerby, a refusé de commenter les propos de l'amiral Michael Gilday, chef des opérations navales de la marine américaine. Michael Gilday avait déclaré plus tôt dans la semaine, lors d'un événement organisé par le groupe de réflexion américain Atlantic Council, que l'Armée populaire de libération (APL) pouvait être capable d'envahir Taïwan d'ici la fin de cette année

ou en 2023. John Kerby a ainsi déclaré hier qu'il n'y avait aucune raison pour qu'un conflit éclate dans le détroit de Taïwan, ajoutant que les États-Unis surveillaient de très près la situation et ne souhaitaient pas voir un changement unilatéral par la force du statu quo dans le détroit de Taïwan. Notons que le secrétaire d'État américain Antony Blinken avait déjà affirmé lundi, lors d'un discours prononcé à l'université Stanford, que la Chine voulait accélérer son plan d'annexion de Taïwan par la force. Du côté taïwanais, le directeur du Bureau de la sécurité nationale Chen Ming-tung a déclaré que le dirigeant chinois Xi Jinping deviendrait un « pécheur » contre tous les Chinois s'il attaquait Taïwan, ajoutant qu'il serait frappé de sanctions mondiales et d'isolement diplomatique. Chen Ming-tung a aussi affirmé qu'il n'y avait pas de possibilité de gagner en utilisant la force contre Taïwan avant d'appeler au respect mutuel et au développement séparé de la Chine et de Taïwan.
(Radio Taïwan international, le 22-10-2022)

Un avion de combat russe aurait tiré un missile à proximité d'un avion-espion de la Royal Air Force...

Cité par *Reuters* jeudi 20 octobre, le secrétaire d'État britannique à la Défense Ben Wallace, a déclaré qu'un avion de chasse russe avait tiré près d'un avion-espion britannique patrouillant dans l'espace aérien international au-dessus de la mer Noire le 29 septembre dernier. Indiquant qu'il s'agit d'un accident apparent et non d'une escalade délibérée des tensions, Ben Wallace a affirmé lors d'une session parlementaire, avoir discuté de l'incident avec son homologue russe, Sergueï Choïgou, au cours d'un entretien téléphonique le 10 octobre. Faisant état de l'ouverture d'une enquête sur l'incident, Sergueï Choïgou l'a imputé à un dysfonctionnement technique à bord de l'avion de chasse russe. « Nous ne considérons pas cet incident comme une escalade délibérée de la part des Russes, notre analyse conviendrait qu'il s'agissait d'un dysfonctionnement » a-t-il souligné. « Cependant, cela nous rappelle à quel point les choses peuvent être dangereuses lorsque vous choisissez d'utiliser vos chasseurs comme les Russes l'ont fait » a-t-il déclaré au Parlement.
(Press TV, le 22-10-2022)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Selon Reuters, Téhéran aurait promis à Moscou de lui fournir davantage de drones...

L'Iran a promis de fournir à la Russie des missiles ainsi que davantage de drones, selon l'agence *Reuters*. Un accord a été conclu à Moscou le 6 octobre lorsque le premier vice-président iranien, Mohammad Mokhber, et d'autres responsables de la sécurité iranienne s'étaient rendus en Russie pour discuter de la livraison d'armes. Entre temps le ministre ukrainien des Affaires étrangères propose de rompre les relations diplomatiques avec l'Iran pour protester contre ces ventes d'armes à la Russie.
(Deutsche Welle, le 19-10-2022)

En Italie, arrestation d'Artiom Ouss accusé de vente illégale de technologies américaines à des sociétés d'armement russes...

La Russie a confirmé l'arrestation en Italie d'Artiom Ouss. C'est le fils d'un dignitaire russe. Cette arrestation s'est faite à la demande des États-Unis dans une affaire de vente illégale de technologies américaines à des entreprises d'armement en Russie.
(Deutsche Welle, le 20-10-2022)

Le Pakistan aurait fourni à l'Ukraine des obus de 122 mm...

Il est à noter que le site *Web Defense Express* a récemment prétendu que l'armée ukrainienne avait reçu des obus de 122 mm du Pakistan et que l'armée de l'air britannique avait prévu la possibilité de transporter ces munitions via un pont aérien entre le Pakistan et la Roumanie. Ce sont des obus hautement explosifs de 122 mm utilisés par les obusiers.
(Press TV, le 22-10-2022)

... CYBERESPACE ...

La Corée du Sud en passe de mettre en place une Task Force interministérielle pour la cybersécurité...

Une des premières mesures décidées par la présidence de la République après la panne de *Kakao*,

premier opérateur de services en ligne du pays, a été actée. Il s'agit de mettre en place une *Task Force* interministérielle pour la cybersécurité. Cette décision a été prise au cours d'une réunion tenue ce matin entre Yoon Suk-yeol et ses premiers secrétaires. Le porte-parole adjoint du Bureau présidentiel de Yongsan a précisé que l'équipe en question serait créée au sein du Conseil de sécurité nationale (NSC) et qu'elle réunirait de hauts représentants de plusieurs institutions concernées, dont le ministère de la Défense, le Service national du renseignement (NIS), le Parquet général et l'Agence nationale de la police. Un responsable du siège présidentiel a expliqué la mesure par le fait que la perturbation créée par l'arrêt brutal des activités de *Kakao* a interrogé sur la sécurité nationale au-delà des inconvénients dans la vie quotidienne des citoyens.

(KBS World Radio, le 18-10-2022)

En deux ans des hackers nord-coréens auraient dérobé plus d'un milliard de dollars en cryptomonnaies...

La Corée du Nord aurait dérobé plus d'un milliard de dollars en cryptomonnaies ces deux dernières années pour financer le développement de son armement. Selon *la Voix de l'Amérique* (VOA), c'est ce qu'a déclaré hier le secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis lors de la Singapore International Cyber Week (SICW). Alejandro Nicholas Mayorkas a affirmé que P'yongyang perpétrait des cybercrimes auprès des établissements de plusieurs pays, mais n'était quasiment jamais puni. Selon lui, les opérations des nations ennemies, comme la Russie, l'Iran, la Chine et la Corée du Nord, sont devenues plus subtiles et menacent l'économie et la sécurité nationale. L'officiel américain a expliqué que les attaques visant les profits financiers étaient en augmentation rapide, et qu'un rapport du FBI montrait que 2 500 piratages via des logiciels rançonneurs ont été constatés aux USA rien que l'année dernière. Mayorkas a ajouté que l'administration Biden a établi une collaboration solide avec ses alliés pour y faire face, évoquant notamment le groupe de travail lancé avec l'Union européenne et la Corée du Sud. Un peu plus tôt, la société d'analyse blockchain Chainalysis a estimé que le royaume ermite était responsable de 60% des vols de cryptomonnaies qui ont eu lieu cette année.

(KBS World Radio, le 19-10-2022)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30